

Allocution de

M. ANTOINE KLIMOS*

Monsieur le ministre de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, M. Nasser Saidi;
Messieurs les Professeurs, Mesdames et Messieurs,

Le thème de la privatisation qui nous réunit aujourd'hui n'est pas nouveau. Mais jamais auparavant il n'avait suscité un tel intérêt auprès des économistes et hommes politiques libanais. La conjoncture actuelle lui semble propice, ce qui explique que de nombreuses voix s'élèvent pour réclamer avec enthousiasme la privatisation de plusieurs secteurs, en se basant sur le fait que la privatisation est synonyme d'efficacité et est de nature à alléger la dette publique.

D'autres, en revanche, se montrent réticents, considérant qu'une telle décision serait lourde de conséquences et ferait perdre à l'Etat libanais le contrôle de secteurs vitaux.

Nous pensons, pour notre part, que toute privatisation doit se faire sans précipitation, après avoir consulté tous les acteurs de la vie juridique, économique et sociale. La privatisation est souvent un processus irréversible, ou, à l'aveuglette sans avoir mesuré tous les risques attachés à une telle procédure. L'exemple des pays étrangers, et en particulier de quelques pays arabes, n'est pas toujours de nature à nous éclairer sur ces risques, puisque chaque Etat a ses propres caractéristiques et jouit d'un système économique particulier. Il n'y a pas de recette-type. Une privatisation ne peut être réussie que si elle s'adapte complètement au contexte dans lequel elle se situe.

Cela dit, la privatisation, si elle est initiée avec sagesse, peut répondre à plusieurs impératifs:

- Le premier est d'ordre budgétaire : La privatisation est de nature à équilibrer les dépenses budgétaires de l'Etat par des ressources supplémentaires, mais aussi de mettre fin aux politiques de subventions d'entreprises publiques déficitaires qui grèvent les ressources gouvernementales.

- Le second est d'ordre politique ou stratégique: La privatisation est devenue un phénomène mondial. A quelques mois du troisième millénaire, au vu de la compétition mondiale actuelle, l'Etat en général n'est pas le mieux placé pour gérer et financer des entreprises du secteur concurrentiel. Ces entreprises ont besoin de nouer des alliances stratégiques diversifiées et doivent donc s'appuyer sur une gestion de type privé, en particulier pour ce qui concerne le financement en fonds propres. Une gestion dynamique implique une succession rapide d'alliances et de participations, peu compatible avec la gestion des entreprises publiques.

Aussi, dans certains cas, les privatisations peuvent être utilisées comme des outils pour restaurer rapidement la confiance des investis-sen

- Le troisième est un impératif d'efficacité: Après une guerre de quinze ans qui l'a saigné à blanc, le Liban n'a pas encore réussi la réforme de son Administration qui souffre de difficultés de toutes sortes. Manque de compétences, manque de motivation, manque de formation, excès de fonctionnaires dans certains secteurs... La privatisation peut contourner ces problèmes en transférant la gestion des entreprises publiques confrontées à ces problèmes au secteur privé.

* Ancien Bâtonnier de l'ordre des avocats de Beyrouth.

Loin des débats passionnés, ce colloque organisé par le Centre d'études des droits du monde arabe, CEDROMA, et par l'Université Saint-Joseph a le grand mérite de se pencher sur la question d'un point de vue scientifique, en étudiant dans un premier temps les aspects de droit privé et de droit public des privatisations, aspects souvent méconnus du problème, et qui soulèvent des questions principalement liées aux modalités et aux conséquences du transfert de propriété au secteur privé.

Je vous remercie pour l'honneur que vous me faites d'ouvrir ce colloque, et vous confirme que l'Ordre des avocats de Beyrouth sera toujours prêt à participer, avec tous les acteurs de la vie économique et politique, à l'élaboration de tout projet de privatisation que le pays pourrait être appelé à connaître prochainement. L'Ordre des avocats a toujours été, et restera, une conscience éclairée au service du Liban.